

Les sources de l'historien·ne au péril de la guerre

Éric AUNOBLE

Chargé de cours
Faculté des Lettres, Département MESLO
Université de Genève (CH)
eric.aunoble@unige.ch

Doi : 10.5077/journals/connexe.2023.e1386

Ce champ libre est l'œuvre de trois auteurs différents dont le principal, Éric Aunoble, a coordonné l'assemblage des textes. Après l'introduction générale écrite par Éric Aunoble vient un article du même auteur sur la préservation des sources en Ukraine, fruit d'une enquête de terrain menée par ce chercheur français. A la suite de ce texte sur l'Ukraine, vient un article du généalogiste Maxime Vichnevski, fruit de son expérience aux archives de Saint-Petersbourg (Russie), et ce champ libre se termine par une vignette écrite par un collègue vivant en Russie, sur les archives en Crimée annexée. Éric Aunoble revient également par un paragraphe à la fin du second article pour en assurer la continuité thématique.

Mots-clés : archives, Ukraine, Russie, Crimée, préservation, histoire, guerre russo-ukrainienne, bibliothèques.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0



Introduction générale

Éric AUNOBLE

La pratique de l'histoire soviétique mais aussi russe (au sens impérial) a connu un changement de nature depuis le début des années 1990 avec la « révolution des archives » : une masse de documents, autrefois scellés non seulement pour les chercheurs étrangers, mais aussi pour les historiens locaux, sont devenus largement accessibles. Certes, l'ouverture des archives de 1990-1991 a vite été suivie de fermetures partielles qui en réduisaient l'accès (Hlevnjuk 1999). Néanmoins, on a pu combler de nombreuses « taches blanches », confronter les approches historiographiques établies (« totalitaire », « révisionniste ») aux sources et ouvrir des champs d'investigation sur des sujets qu'on imaginait à peine il y a trente ans (genre, environnement...) (Nérard 2011 ; Cœuré 2019). Plus largement, l'usage des sources s'est « normalisé », par exemple en incluant les archives soviétiques dans l'espace désormais mondialisé des recherches généalogiques.

La guerre actuelle met l'usage de l'histoire au centre des enjeux idéologiques pour mobiliser les populations des pays belligérants. Elle renouvelle aussi les questionnements autour du décentrement du regard et de l'intérêt d'une analyse postcoloniale / décoloniale dans le cadre impérial russe. Pour autant, des thématiques plus anciennes portant sur les rapports sociaux, les structures de pouvoir ou l'usage de la violence dans cet espace restent tout à fait pertinentes. La guerre fait toutefois craindre qu'on en revienne aux méthodes d'avant 1989-1991, quand il fallait effectuer des recherches à distance, le plus souvent sans sources primaires. En effet, c'est l'accessibilité des sources qui est aujourd'hui menacée dans ces deux pays issus de l'effondrement de l'URSS.

Les bibliothèques et dépôts d'archives peuvent pâtir directement des décisions politiques et des opérations militaires : on le sait depuis 2014 par le sort des archives dans la République de Crimée (annexées avec la péninsule) et dans les régions de Louhansk et de Donetsk (partiellement déménagées en territoire loyaliste). Depuis le 24 février 2022, les fonds d'archives et de livres sont désormais menacés de destruction physique dans tout l'Est et le Sud de l'Ukraine. Par ailleurs, comme tous les chercheurs en sciences humaines (Lebedev *et al.* 2023), les historiens subissent aussi les événements : ils doivent restreindre leurs déplacements par précaution (pour eux ou leurs contacts) ou pour cause de mobilisation ou de sanction. Ils doivent aussi être vigilants sur l'usage de leurs travaux qui peuvent être mobilisés idéologiquement par un État ou même se transformer en pièces à conviction à charge contre eux.

Sans prise sur les événements et les décisions, les historiens sont également privés de perspectives : comment envisager un programme de recherche quand on

ne peut deviner ce que sera le sort des sources et leur accessibilité dans les mois voire les semaines à venir ? On tentera modestement de faire un premier état des lieux en proposant au lecteur trois témoignages sur la situation dans les pays belligérants.

En Ukraine, préserver les sources pour défendre l'identité nationale

Éric AUNOBLE

Travaillant depuis de longues années sur les sources de l'histoire soviétique en Ukraine, j'ai voulu mener l'enquête sur le destin des lieux où elles sont déposées et des personnes qui en ont la charge. Il n'est pas possible de faire une recherche exhaustive en temps de guerre, et même une étude quantitative serait illusoire : toutes les données ne sont pas disponibles, qu'elles soient couvertes du sceau du secret ou au contraire qu'elles n'aient pas été produites car relevant d'un domaine qui n'est pas essentiel au regard des événements. J'ai donc privilégié des institutions à Kyiv et Kharkiv dans lesquelles j'ai travaillé depuis des années (sinon des décennies), en croisant les informations mises en ligne avec celles recueillies sur place en juin 2023.

Grâce au soutien du centre d'histoire urbaine de Lviv¹, j'ai pu interviewer Olha Bazhan (directrice des Archives d'État des organisations civiques à Kiev [CDAGO-ИЦАГО]), Nataliya Petrenko (directrice de la bibliothèque scientifique V.H.Korolenko à Kharkiv), Olena Sokur (responsable du département méthodologique à la bibliothèque nationale V.I.Vernadsky de Kiev et responsable du réseau des bibliothèques scientifiques de l'Académie des sciences d'Ukraine) et Viktoria Bulytchova (conservatrice principale des fonds du musée d'histoire M.F. Sumtsov à Kharkiv).

Dégâts matériels

Bien qu'elles n'aient pas été en tant que telles un enjeu des opérations militaires dans les deux plus grandes villes d'Ukraine, les bibliothèques et archives ont souffert directement de l'impact de la guerre. Si, à Kiev, le bâtiment principal de la bibliothèque nationale sur Holosiivskiyi prospekt n'a subi que des dégâts extérieurs mineurs après que les éclats d'un missile abattu sont tombés en juin 2022, la façade et les fenêtres du département des périodiques, à côté de l'université d'État Taras Chevtchenko dans la rue Volodymyrska, ont été sévèrement endommagées par la frappe qui est tombée à 300 mètres de là le 10 octobre. Ce n'est toutefois rien par rapport au déluge de feu qui s'est abattu sur le centre de Kharkiv au début de la guerre. Le 1^{er} mars 2022, l'administration régionale était entièrement détruite, puis le 2 mars, le siège

¹ La plateforme du [centre d'histoire urbaine de Lviv](#) est disponible en anglais. Je remercie particulièrement Iryna Sklokina d'avoir rendu cette recherche possible en facilitant les contacts institutionnels.

du SBU (ex-KGB) et le Palais du Travail (à deux pâtés de la maison du conseil de ville qui était sûrement la cible).

Un des deux bâtiments des archives d'État de la région de Kharkiv est situé rue Mironositska (**Figure 1**), à 200 mètres derrière l'administration régionale, entièrement détruite. À 50 mètres de l'impact, il ne reste que la structure d'un immeuble moderne, un pilier central en béton sur lequel s'empilent les disques du plancher des étages. À côté, une maison en brique du début du 20^e siècle s'est effondrée de l'intérieur et a brûlé. Jusqu'à 150 mètres, les bâtiments ont été totalement soufflés. Le bâtiment des archives semble lui n'avoir souffert qu'extérieurement : en dehors des fenêtres, des plaques du bardage métallique ont sauté ou sont tordues. En fait, les réseaux d'eau et d'électricité sont hors d'usage, comme l'ascenseur et le matériel informatique et de numérisation. Les fonds sont heureusement intacts².



Figure 1. Bâtiment des Archives d'État de la région de Kharkiv, rue Mironositska
© Éric Aunoble 2023

Situés respectivement à 300 et 600 mètres du Palais du Travail, la bibliothèque Korolenko et le musée historique témoignent de la violence de l'onde de choc. Au musée historique, peu touché extérieurement, la tuyauterie a cédé, provoquant une fuite au dernier étage. Les pièces d'exposition avaient heureusement déjà été évacuées, mais l'eau a durablement abîmé planchers et plafonds. À la bibliothèque, la toiture métallique du bâtiment le plus ancien a été soulevée par le souffle et, en retombant, les plaques se sont disjointes. La majorité des 320 fenêtres du bâtiment ont également été soufflées. Le piano sur lequel avait joué Rachmaninov dans la salle de lecture en 1915 est exposé aux intempéries. Plus grave encore, il en est de même pour les réserves qui abritent sept millions de documents³. Bien qu'il ait été purgé, le système de chauffage a été détruit car certains radiateurs en fonte ont littéralement explosé sous la pression du souffle.

² Lettre que m'a adressée le directeur en date du 15 juin 2023.

³ Dans ces collections très riches, il y a particulièrement les ouvrages reçus en dépôt légal quand Kharkiv était la capitale de l'Ukraine soviétique entre 1919 et 1934.

Le ministère de la Culture, dont dépend la bibliothèque, n'est pas une priorité budgétaire de l'État en temps de guerre. Il a dû lancer un appel aux dons pour préserver le patrimoine culturel ukrainien⁴ mais ne pouvait pas verser immédiatement d'aide. Dans le grand escalier, un bâchage d'urgence sous le puits de lumière aux vitres et vitraux brisés a pu être réalisé grâce à l'aide de l'association des bibliothécaires des États-Unis. Les fenêtres cassées dans les réserves ont été obturées par des plaques d'aggloméré et des feuilles de plastique (**Figure 2**), mais l'étanchéité n'est pas assurée car les bombes de mousse expansive coûteraient trop cher. De plus, la campagne de bombardements russes à l'automne 2022 a provoqué régulièrement des coupures de courant et empêché de chauffer le bâtiment. Les initiatives « Heritage Emergency Response Initiative » (HERI⁵) et « Saving Ukrainian Cultural Heritage Online » (SUCHO⁶) ont permis de financer l'achat de deux générateurs en février et mars 2023 et d'un assécheur d'air en mai. Cette aide ne suffit malheureusement pas à réparer les dommages subis. Au mois de juin, de nombreux espaces de la bibliothèque servaient toujours de séchoirs à livres et à revues (**Figure 3**).



Figure 2. Fenêtre obturée à la réserve de la Bibliothèque scientifique Korolenko à Kharkiv
© Éric Aunoble 2023



Figure 3. Revues qui sèchent dans la réserve de la Bibliothèque scientifique Korolenko à Kharkiv
© Éric Aunoble 2023

4 Appel disponible [en ligne](#)

5 Site [internet](#) de l'initiative HERI.

6 Site [internet](#) de l'initiative SUCHO.

Le personnel

Dans ces conditions, seule l'implication du personnel pouvait assurer la pérennité des institutions. Archives, bibliothèques et musées ont vu une mobilisation de leurs employés qui montre à son échelle la solidité de l'État ukrainien face à l'agression. Aux Archives des organisations civiques et au Musée d'histoire à Kharkiv par exemple, tout le monde est venu travailler « normalement » le 24 février, et c'est d'ailleurs ce qui a permis de commencer dans l'urgence à mettre à l'abri les fonds et les collections (Figure 4).



Figure 4. Atelier de reliure et restauration de la Bibliothèque scientifique Korolenko à Kharkiv - © Éric Aunoble 2023

L'odyssée de la conservatrice principale du musée d'histoire donne une idée du moment. Habitante à l'extérieur de Kharkiv, elle s'était fait déposer au métro le 24 au matin et elle put emprunter une des dernières rames, juste avant que le trafic ne s'arrête parce que les stations étaient devenues des abris. Elle trouva d'abord le musée fermé et gardé par la police. Quand il fut ouvert aux employés, elle commença à organiser le démontage des expositions, contactant notamment les ayants droit des pièces (dont certaines, provenant des Scythes, étaient en or) pour légaliser le déménagement. Peu avant l'heure du couvre-feu, elle décide de rester sur place. Elle ne se doutait pas qu'elle vivrait dans le musée jusqu'à la fin avril. En effet, face à la menace d'incursion des troupes russes, l'Armée ukrainienne avait fermé l'accès à la ville et elle ne pouvait plus rentrer chez elle (Дежкіна, Говина 2023).

Si Viktoria Bulytchova a pu rester à pied d'œuvre, d'autres bibliothécaires et archivistes ont été évacués loin de chez eux, qu'ils aient voulu se mettre à l'abri avec leurs proches ou qu'ils aient carrément perdu leur logement⁷ (comme 40 des 360 employés de la bibliothèque Korolenko). Dès lors, les institutions doivent composer avec plusieurs cas de figure parmi leurs collaborateurs : des personnes demeurées sur place, mais soumises aux aléas de la guerre (alertes, perturbation des transports, ...) ; des personnes évacuées à l'intérieur du pays qui peuvent télétravailler si les conditions locales le leur permettent ; les populations réfugiées à l'étranger qui, juridiquement, ne peuvent pas poursuivre leur activité pour l'État, ni recevoir de salaire. De plus, la situation n'est pas figée. Après avoir connu un véritable exode, Kharkiv a vu des retours. Toutefois, le personnel présent au musée d'histoire n'est remonté en ce mois de juin 2023 qu'à 50 % de l'effectif théorique.

Travaillant pour l'État, le personnel de ces institutions n'est pas mobilisé par l'armée. Cela n'a pas empêché certains employés de se porter volontaires, telle une collaboratrice du musée qui a intégré une unité sanitaire. Les Archives d'État de la région de Kharkiv ont quant à elles rapporté qu'un des leurs avait été tué « pour la défense de notre État » en février 2023. À la bibliothèque nationale, il existe un « coin des combattants » dédié aux collègues qui sont au front. Des membres du personnel font du bénévolat en fabriquant des filets de camouflage, en organisant des lectures ou en visitant des hôpitaux. Ces formes d'engagement se retrouvent chez les archivistes du CDAGO. À la bibliothèque d'État de Kharkiv, les évacuations ont paradoxalement favorisé cette implication. Une nouvelle rubrique est apparue sur le site dès avril 2022 sous le titre « Les gens de la Korolenko dans d'autres bibliothèques d'Ukraine en temps de guerre », et elle signale la collaboration entre les personnels évacués de Kharkiv et leurs collègues des localités d'accueil.

Adaptation à la guerre

L'organisation du travail n'est pas soumise qu'à ces contraintes internes de ressources humaines. Depuis la proclamation de l'état d'urgence, tous les organismes publics sont soumis aux administrations militaires régionales qui ont décrété la fermeture des édifices recevant du public. Dans la capitale, l'invasion semblait tellement imminente que les plaques de rue ont été retirées, de même que les enseignes des édifices publics, dont les archives. Depuis le desserrement de l'étau en avril 2022, la menace a continué de planer au point qu'on n'a pas encore remis tous les panneaux et que les vigiles à l'entrée portent toujours des kalachnikovs.

⁷ Notamment des habitants des quartiers de Pivnitchna Saltivka [Північна Салтівка] et KhTZ [ХТЗ] sévèrement bombardés à plusieurs reprises.

C'est dire que la réouverture des institutions n'a pu être que lente et progressive. La bibliothèque nationale Vernadsky a recommencé à accueillir du public en septembre 2022 à raison de trois jours par semaine. Depuis mars dernier, la cadence est passée à cinq jours. En février 2023, Anatoliï Khromov, chef du service des archives d'Ukraine, recommande la réouverture progressive des salles de lecture. Elle est immédiatement annoncée aux Archives centrales des organes supérieurs de pouvoir (CDAVO - ЦДАВО), de la littérature et de l'art (CDAMLM - ЦДАМЛМ) ainsi qu'aux Archives centrales audiovisuelles et électroniques (CDAEA - ЦДАЕА).

Ces dernières sont les anciennes Archives centrales de la photographie et du cinéma (CDKFFA - ЦДКФФА), dans un périmètre élargi aux sources électroniques en application de la loi du 28 juin 2022 sur « l'optimisation du système des archives centrales »⁸. L'impact de la loi a surtout été marquant pour les Archives centrales des organisations civiques qui ont intégré les fonds ukrainiens de l'étranger [Зарубіжна Україніка] et ont dû organiser le déménagement des personnels et des fonds concernés ainsi que le réaménagement de leurs propres locaux à l'automne 2022. La fusion, actée au mois d'octobre et effective début décembre, a retardé l'ouverture de la salle de lecture au début du mois de mars 2023. À Kharkiv par contre, l'administration militaire régionale est formelle : il n'est toujours pas question de recevoir les usagers.

La numérisation

Depuis le 24 février 2022, alors qu'elles étaient physiquement fermées, les archives et bibliothèques de recherche ont néanmoins continué de rendre service au public, mais à distance, sur internet. L'extraordinaire développement du mode de fonctionnement n'est pas totalement le fruit de la guerre, ni même de la pandémie deux ans plus tôt. En effet, le projet « Archium » avait été présenté fin janvier 2020 (Рец 2020). Il visait à :

- « créer un espace unique d'information des archives ;
- présenter en ligne des documents d'archive numérisés ;
- fournir un appareil de références ramifiées faisant l'inventaire des fonds d'archives ;
- permettre des recherches en texte intégral ;
- recevoir des commandes de documents pour la salle de lecture des archives via un compte personnel ;
- automatiser les flux de travail internes dans les archives »⁹.

⁸ Texte de loi disponible [en ligne](#).

⁹ Présentation du projet Archium disponible [en ligne](#).

À ce jour, les archives régionales ne se sont pas impliquées à l'exception de celles de Lviv (Залеток і Чорноморець 2023, 30). Les Archives centrales ont en revanche été actives. En plus des inventaires de fonds et d'un choix de documents numérisés, elles proposent une « salle de lecture virtuelle » où le chercheur peut consulter en ligne des documents numérisés qu'il a commandés. Toutefois, à l'encontre de l'idée d'un « espace unique d'information », chaque institution a créé son propre site¹⁰, même s'ils sont presque tous conçus sur le même modèle¹¹. Le même problème se pose pour les livres, car les bibliothèques virtuelles ukrainiennes abondent. La bibliothèque Korolenko collabore au projet « Culture d'Ukraine »¹². Alors que ses bâtiments étaient fermés au public, la numérisation a repris après le début de la guerre, soit dans une pièce en sous-sol un peu plus en sécurité, soit assurée par des employés en télétravail. Il faut dire que pour les archivistes et les bibliothécaires, la numérisation a acquis une nouvelle importance depuis le 24 février 2022 : comme ils nous l'ont déclaré, numériser un document, c'est le préserver en le sauvant définitivement d'une possible destruction physique.

Les sites internet (ou, à défaut les réseaux sociaux¹³) des différentes institutions ont tenu régulièrement leurs usagers au courant de ce travail. Plus largement, c'est toute une partie de l'activité qui a basculé sur le web. Aux Archives des organisations civiques, des chats conviviaux d'avant-guerre ont été professionnalisés pour permettre de garder le contact avec les employés et d'organiser le travail. La formation professionnelle a pris la forme de webinaires, et comme les rassemblements sont interdits pour des raisons de sécurité, les colloques scientifiques et les conférences de vulgarisation sont également passés sur Zoom¹⁴.

Histoire immédiate

Démultipliée par la guerre, l'activité qui se déploie dans le cyberspace se nourrit de la guerre et tente de lui donner un sens. Parallèlement, en mettant en cause l'existence de l'État ukrainien, l'agression russe renforce le besoin de légitimation historique de ce dernier. Selon Maryna Paliyenko, professeure d'archivistique, on peut affirmer, au vu de l'expérience de la spoliation d'une bonne partie des archives des régions de Donetsk et Louhansk en 2014 et des dommages de la guerre actuelle,

¹⁰ [CDAGO](#), [CDAVO](#), [CDAMLM](#), [CDAEA](#).

¹¹ D'ailleurs fourni par ArInSy, l'entreprise privée où l'actuel chef des Archives d'Ukraine a travaillé comme « directeur de la production » en 2016 (voir [son CV officiel](#) et le site de [ArInSy](#)).

¹² [Site web](#) du projet « Culture d'Ukraine ».

¹³ Le [site web des Archives d'État de la région de Kharkov](#) n'a pas été alimenté entre le 23 février et le 6 septembre 2022. Quant à celui du musée d'histoire, il a cessé de fonctionner en avril 2022.

¹⁴ Grâce à une licence offerte au réseau des bibliothèques ukrainiennes par les États-Unis.

que les archives participent à la « préservation de l'identité nationale » et que, selon les mots de Iaroslav Kalakura, « il est très important de former le sentiment de responsabilité civique et de patriotisme dans la communauté des archivistes ukrainiens » (Палієнко 2022).

Au croisement du devoir professionnel et de l'engagement patriotique, dès le 4 mars 2022, le Service des archives d'État avait recommandé aux archives centrales et régionales de documenter la guerre, déclenchée une semaine plus tôt. Comme l'ont remarqué Vita Boïko et Serhii Kulechov, le processus officiel n'est pas sans rappeler l'activité des commissions soviétiques d'enquêtes sur les crimes nazis qui visaient déjà à quantifier les exactions de l'occupant pour exiger une réparation matérielle et judiciaire, mais aussi à mobiliser la société contre l'ennemi (Бойко і Кулешов 2023, 16). Cet immense travail de collecte de sources par les archives reflète d'ailleurs un effort plus général de la société : il est mené également par les bibliothèques, les musées d'histoire, des centres de recherche mais aussi des associations ou des particuliers¹⁵.

Pour les institutions, il s'agit d'exploiter les sources presque en temps réel pour produire des artefacts à l'usage du public. Dès le 18 mars 2022, les Archives de la photographie et du cinéma (aujourd'hui CDAEA) mettaient en ligne un montage de vidéos et d'enregistrements souvent amateurs sur les premières semaines de guerre. On y entendait notamment le fameux « Navire de guerre russe, va te faire foutre ! » lancé par les soldats ukrainiens de l'Île aux Serpents¹⁶. Le musée d'histoire de Kharkiv met la dernière main à une exposition sur les personnes qui ont soutenu la résistance de la population (dans la Santé, la Sécurité civile, ou le bénévolat...). Imprimée sur des kakemonos à dérouler, elle doit être montrée dans les districts de la région qui ont été occupés jusqu'en septembre 2022. Dans ces zones, les traces de l'occupation ont été recueillies immédiatement par différents acteurs, dont le musée national d'histoire et son homologue régional. Le seul frein à la collecte et à sa valorisation était le traitement préalable des documents et objets par le SBU (service de renseignement) qui cherchait des données utilisables pour la poursuite de la guerre et l'incrimination des personnes ayant collaboré avec l'occupant.

Usage des sources et usages de l'histoire

Ces usages d'une histoire qui est en train de s'écrire ne manquent pas d'interroger tant la méthodologie que la déontologie. Pleinement engagée pour son pays, la directrice

¹⁵ Un colloque sur ce phénomène a déjà été organisé début juin 2023 (1-3 juin) : « [The most documented war. Symposium for documentation and archiving initiatives](#) ».

¹⁶ Page de l'ancien site web, archivée sur <https://web.archive.org/web/20220415102947> et sur <https://tsdkffa.archives.gov.ua/?p=21228>

des Archives des organisations civiques en est consciente et se prévaut de l'expérience acquise depuis 2014, quand son institution a recueilli des documents émanant des partisans du Maïdan, mais aussi des opposants. « Il faut distinguer notre position de citoyens vis-à-vis de ces partis de notre devoir d'archiviste », dit-elle, pensant aussi aux partis « pro-russes » interdits en mars 2022 et auxquels elle s'était adressée officiellement pour proposer de recevoir leurs archives (démarche vaine, d'ailleurs). Plus généralement, la numérisation et la mise en ligne de documents sont pour elle une garantie de transparence démocratique. Il reste que le choix des archives à publier n'est pas neutre. Aux Archives des organisations civiques, les priorités sont :

1. les « fonds premiers », c'est-à-dire émanant des centres de pouvoir de l'État ukrainien (comme le politburo du Comité central du PC d'Ukraine à l'époque soviétique) ¹⁷;
2. les fonds des personnes réprimées à l'époque soviétique, afin d'enrichir la base de données qui permet l'accès par le nom de famille (notamment pour les proches) ;
3. les fonds dont les documents sont les plus demandés par les chercheurs.

Bien que les critères soient clairs et que les deux derniers répondent à une certaine demande sociale, on voit que chacun d'entre eux induit un biais et qu'en les cumulant on renforce la lecture dominante de l'histoire de l'Ukraine, celle centrée sur la construction étatique nationale et les obstacles qu'elle a rencontrés.

Les responsables d'institutions évoluent sur la même ligne de crête quant aux mesures de « dérussification » prises depuis le début de la guerre. On pense en particulier aux « Recommandations du ministère de la Culture et de la politique de l'information d'Ukraine sur l'actualisation des fonds de bibliothèque dans le cadre de l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine » édictées en mai 2022. En s'appuyant sur la loi de « protection de la morale publique », elles interdisent les publications qui promeuvent :

la guerre, la haine ethnique et religieuse, le changement par la violence de l'ordre constitutionnel ou la mise en cause de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; qui justifie ou nie l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, y compris en présentant l'agression armée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine comme un conflit interne, [...] une guerre civile¹⁸.

¹⁷ C'est ce type de documents que l'on retrouve d'ailleurs sur la [page d'accueil](#) du service national des archives où le visiteur se voit proposer « des documents uniques » des archives centrales et régionales qui correspondent au roman national, de manuscrits sur écorce de bouleau du XIII^e siècle aux documents d'histoire politique du XX^e siècle, en passant par l'évocation du poète Taras Chevtchenko.

¹⁸ [Recommandations disponibles ici](#) (29 juin 2023).

Ces recommandations sont assorties d'une liste d'ouvrages interdits régulièrement mise à jour et comprenant 359 titres en juin 2023¹⁹. Les responsables de bibliothèque font remarquer qu'il s'agit d'ouvrages récents et clairement propagandistes : on y trouve les noms de Zakhar Prilépine, Edouard Limonov et Alexandre Douguine mais aucun ouvrage du fond culturel russe. Concernant les bibliothèques de recherche du réseau de l'Académie des sciences, la responsable nous assure que l'inventaire sera effectué par le conseil scientifique de chaque institution, qui est souverain, et qu'en sciences humaines par exemple, un ouvrage controversé peut être conservé comme élément de l'histoire culturelle ou de l'histoire des idées. « On peut conserver les œuvres de Lénine, Marx et Engels, comme on conserve en Occident le *Mein Kampf* d'Hitler », ajoute-t-elle. Ces livres feront dès lors l'objet d'une diffusion restreinte : retirés des bibliothèques publiques, ils seront rassemblés dans des bibliothèques de dépôt, potentiellement dans les bibliothèques de recherche.



Figure 5. Vestibule de la Bibliothèque nationale d'Ukraine Vernadsky à Kyiv.
© Éric Aunoble 2023

A côté du buste du philosophe ukrainien Hryhorii Skovoroda (1722-1794), celui du linguiste russe Mikhaïl Lomonossov (1711-1765) a été recouvert d'un drap.

¹⁹ [Listes des ouvrages interdits.](#)

Conclusion

La conservation des documents, quelle que soit leur orientation politique ou leur langue, est également garantie aux archives ou au musée d'histoire. Toutes les institutions visitées nous ont assuré que leurs portes étaient ouvertes aux chercheurs, ukrainiens ou étrangers, dans la limite des décisions des administrations militaires régionales. Alors, que conclure ? On assiste en même temps à la co-écriture citoyenne de l'histoire d'un pays agressé et à la reconstitution de « fonds réservés » à un public restreint comme à l'époque soviétique les « spetskhran » [спецхран]. Si la bonne foi des acteurs du secteur que nous avons rencontrés est indiscutable, on sait aussi qu'il y a de la marge entre une directive et son application. Un enseignant de philosophie à l'université nous disait que la lutte contre l'influence culturelle du pays agresseur était, de fait, devenue pour les étudiants une interdiction de citer des sources en russe.

Aperçu sur les archives en Russie : À Saint-Pétersbourg, « faire comme si de rien n'était »

Maxime VICHNEVSKI
Généalogiste

À la suite des événements géopolitiques survenus depuis le 24 février 2022, l'activité des archives de Saint-Pétersbourg ne semble pas être perturbée. Au contraire, après les restrictions sanitaires dues à la pandémie du Covid-19, leur fonctionnement a repris un cours normal. Plus la capacité d'accueil de la salle de lecture des archives est grande, moins il y a de problèmes pour programmer sa visite. Pour tout citoyen de la Fédération de la Russie, la procédure d'inscription et d'accès est simple et claire.

Formellement, l'accès est ouvert aux chercheurs étrangers. Seules les Archives centrales historiques d'État (RGIA - РГИА) publient sur leur site une annonce destinée aux chercheurs étrangers recommandant de s'assurer auprès des autorités compétentes de la possibilité d'obtention de visa. La situation réelle ne pourra être vérifiée qu'au cas par cas. Mais, là aussi, les éventuelles complications (interdiction d'accès, augmentation incontrôlée de nombre d'autorisations, de permissions, de lettres d'accompagnements) ne relèveront pas du système. Le mode de déclenchement de poursuites reste énigmatique – il peut être provoqué par le centre d'intérêt scientifique ou le ton des publications du chercheur sur les sujets sensibles (comme la loi interdisant la mise en cause des résultats de la Seconde Guerre mondiale).

Le contrôle des chercheurs étrangers dépend de la direction des archives et son ardeur dépendra des dispositions du responsable.

Le scandale qui s'est produit à la Bibliothèque Nationale de Russie RNB (РНБ) (ФОНТАНКА 2022) en est un exemple, même s'il montre surtout la désorientation des fonctionnaires au sein des établissements culturels, fonctionnaires dépolitisés par excellence. Le chef de sécurité de la bibliothèque a confondu le portrait de Youri Lotman (un des créateurs de l'école de pensée sémiotique de Tartu-Moscou) figurant alors sur une affiche dans des locaux non accessibles au grand public avec l'écrivain américain Marc Twain. Quand les employés ont tenté d'expliquer à la direction l'erreur, cette dernière a pris la défense du chef de la sécurité. Elle a argué que, même si le portrait suspect n'est pas celui d'un écrivain étranger, il serait celui d'une personne dont le fils aujourd'hui est citoyen d'un pays membre de l'OTAN et qui se permet des publications qui mettent en cause la position de la Russie dans le conflit. Même si un conflit professionnel au sein de la bibliothèque se cachait derrière cette histoire, son déroulement découle de l'introduction de motifs politiques.

Pour accéder aux archives centrales historiques de la ville CGIA (ЦГИА), l'attente de place varie entre deux et quatre semaines. L'incommodité du travail est liée avant tout à la capacité réduite de la salle de lecture. S'il a besoin de consulter des dossiers volumineux, le chercheur est contraint d'arrêter son travail plusieurs fois par jour, à cause des pauses d'aération (conséquence des normes sanitaires) et de la pause déjeuner. De plus, ces archives subissent un autre effet indirect de la pandémie, à savoir, la popularité croissante des recherches généalogiques. En effet, grâce à ses fonds composés de documents antérieurs à 1917, les archives centrales historiques de la ville conservent de nombreux dossiers personnels d'habitants de l'ex-capitale de la Russie. Il existe d'ailleurs des projets de construction d'un nouveau bâtiment pour cette archive.

Les archives centrales de la ville (CGA - ЦГА) sont déjà installées dans un nouveau complexe moderne, doté d'une salle de lecture mieux adaptée, avec une plus grande capacité d'accueil. Autre amélioration du confort des chercheurs : le droit de faire des copies sur place le jour même (pour les détenteurs de l'application d'une banque locale). Ces archives sont composées de fonds sur l'histoire de la ville depuis 1917. Le secret est levé sur un nombre croissant de dossiers concernant notamment les données de Soviétiques privés de leurs droits civiques dans les années 1930.

Les Archives historiques d'État de Russie (RGIA - РГИА) sont situées dans un bâtiment imposant, moderne et parfaitement équipé. Elles sont dotées d'une grande et confortable salle de lecture et de nombreux locaux spécialisés (salle de l'ancien catalogue, pièce destinée aux copies, à la lecture de documents sous protection

particulière). Grâce à ces dispositifs pratiques, ces archives, qui contiennent des fonds de la Russie impériale d'une grande valeur historique, sont les plus confortables pour le travail quotidien de chercheurs.

Dans les halls des deux dernières archives (CGA, RGIA) ainsi que sur le site internet des archives de la ville, des expositions temporaires sont organisées. L'axe principal des expositions organisées dernièrement est, d'un côté, l'héroïsme durant la Grande Guerre Patriotique (1941-1945), et de l'autre, les crimes nazis commis sur le sol soviétique²⁰. Cette pratique, quoique académique par la forme (publications des documents annotés), est tout à fait dans le sillon de la propagande officielle sur la « dénazification ».

Ces derniers temps, de nombreux fonds d'archives en Russie ont fait de grands efforts sur la numérisation des fonds et l'accès à ces données. Mais les usagers étrangers ne peuvent pas en profiter pleinement à cause des problèmes de paiement en ligne depuis l'étranger suite aux sanctions internationales et au blocus réciproque de l'espace virtuel. Si, pour contourner les blocages des domaines d'État, on peut relativement facilement trouver des solutions techniques (tels les VPN), il reste un seul moyen pour le paiement de l'accès : trouver des vis-à-vis du bon côté du « rideau de fer » virtuel afin d'obtenir l'accès aux fonds numérisés. Néanmoins cela reste techniquement compliqué.

La vogue pour la généalogie a entraîné l'explosion du marché des services dans ce domaine avec l'apparition de services privés concurrents mettant en relation les particuliers et les archives. Cette activité a montré les points faibles du système des archives russes qui tentent de se débarrasser de leur héritage soviétique. Malgré quelques améliorations et notamment l'existence de l'Agence Fédérale des Archives, qui est censée gérer et élaborer les mécanismes d'accès aux archives et donc les unifier sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie, il n'y a pas d'uniformité dans le fonctionnement de ce service, même dans une seule ville. Les tarifs, les règles internes, le droit d'accès à certains types de documents sont souvent assez différents entre les archives. Malgré l'hostilité de certaines archives, des chercheurs tentent, dans le cadre de la loi, de persuader ces administrations d'uniformiser leurs méthodes de travail. Cet intérêt citoyen s'inscrit dans une quête mémorielle familiale, un besoin presque existentiel après des années d'oubli durant le régime soviétique.

Cette initiative est animée par le généalogiste Vitali Semionov, qui s'autoproclame « spécialiste le plus connu et actif » dans ce domaine. Il déclare sur le site dédié « La patrouille des archives » [Архивный дозор] – « Nous gardons un œil sur les

²⁰ Crimes des envahisseurs fascistes allemands sur le sol de la région de Leningrad durant la Grande Guerre Patriotique.

En Crimée, faire comme en Russie

A.M.
Doctorant

Aux Archives d'État de la République de Crimée à Simféropol, comme aux Archives d'État de la ville de Sébastopol, l'état des bâtiments d'archives est bon. Le bâtiment où sont conservés les fonds d'archives du Parti communiste de Crimée à Simféropol²⁴ a bénéficié de travaux de réparation. La plupart des fonds d'archives de Sébastopol ont déménagé dans le nouveau bâtiment construit avant 2014 mais dans lequel les travaux de finition n'ont été achevés que vers 2018 (Истомин 2018). Dans les deux cas, un équipement moderne a été acheté pour les archives criméennes : l'appareil d'État russe veut que la Crimée soit une « vitrine » de la Russie (Регнум 2019).

À ma connaissance, une réunion s'est tenue à Simféropol aux Archives d'État de la République de Crimée²⁵ avec les représentants de l'agence centrale Rosarkhiv pour discuter de la « nécessité d'une réaction opérationnelle face aux menaces en Crimée liées à l'Opération spéciale militaire »²⁶. Il faut noter aussi qu'il y a eu une discussion sur la nécessité de créer des Archives d'État d'histoire contemporaine. Ce fond contiendrait alors les anciennes archives du Parti, formant ainsi une sorte de RGASPI régional.

Il faut mentionner qu'une partie des documents des archives de Crimée (Simféropol) ont été reclassifiés. Quelques dizaines de dossiers personnels de membres du Parti, notamment liés à la Marine, ne sont plus communicables. Est-ce lié à leur statut militaire ou au caractère personnel des informations (dossiers personnels contenant des biographies courtes, des questionnaires remplis etc.) ? Difficile de le savoir.

En principe, les visites d'archives par les chercheurs étrangers en Crimée depuis 2014 ne posent pas de problème. En Crimée et à Sébastopol, qui sont considérés par la Russie comme deux régions administratives à part, une république et une ville fédérale, ce serait même bien vu car cela légitimise la situation actuelle. À côté de cela, il y a sans doute un intérêt sincère de la part des acteurs locaux à recevoir des étrangers. Néanmoins, la visite de ces villes (notamment de Sébastopol, une base navale importante) n'est pas complètement sans danger, même si se tenir éloigné des sites militaires suffit à éviter tout problème selon les autorités locales.

²⁴ Ces fonds-là ne sont pas administrativement séparés des archives d'État depuis 1991 et contiennent aussi les fonds d'archives du parti de Sébastopol

²⁵ Dénomination actuelle. Il s'agit de la République autonome de Crimée selon la subdivision administrative et territoriale de l'Ukraine.

²⁶ Compte rendu de la réunion disponible sur la plateforme des Archives d'État de la République de Crimée (disponible [en ligne](#)).

Bibliographie générale

Cœuré, Sophie. 2019. « Le siècle soviétique des archives ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 3 : 657-686.

Hlevnjuk, Oleg. 1999. « L'historien et le document [Remarques sur l'utilisation des archives] ». *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants* 40 : 101-110.

Lebedev, Anna Colin, Da Silva, Thomas, Duclos, Nathalie, Favarel-Garrigues, Gilles, Shukan, Ioulia. 2023. « Ukraine, Russie : les sciences sociales à l'épreuve de la guerre ». *AOC Média* ([en ligne](#)).

Nérard, François-Xavier. 2011. « [Quelles archives soviétiques ? Réflexion sur la constitution des archives du pouvoir stalinien](#) ». *Territoires contemporains 2« Historiographie & archivistique. Écriture et méthodes de l'histoire à l'aune de la mise en archives »*, eds Lauvernier, Julie, Poirrier, Philippe ; mis en ligne le 12 janvier 2011.

« Архив Херсонской области временно работает в Крыму » [Les archives de la région de Kherson travaillent temporairement en Crimée]. *ZOV Херсон*, 30.01.2023 ([en ligne](#)).

« Дитрих попросил электрифицировать железную дорогу в Крыму » [Dietrich a demandé d'électrifier le chemin de fer en Crimée]. *Регнум*, 23.12.2019 ([en ligne](#)).

« Как Марк Твен и Юрий Лотман “испортили репутацию” РНБ » [Comment Mark Twain et Yuri Lotman ont « ruiné la réputation » de la Bibliothèque Nationale de Russie]. *Фонтанка*, 07.04.2022 ([en ligne](#)).

Бойко, Віта, Кулешов, Сергій. 2023. « Зумовлені війною : про деякі інновації в сучасному українському документознавстві та архівознавстві » [« Déterminés par la guerre : quelques innovations dans la science documentaire et l'archivistique ukrainiennes »]. *Архіви України* 334 : 13-26.

Дежкіна, Маргарита, Говина, Лариса. 27.06.2023. « Скіфське золото та фаянс. Як працівниця історичного музею Харкова рятувала експонати на початку вторгнення » [« L'or des Scythes et de la faïence: comment une collaboratrice du musée historique de Kharkiv a sauvé des objets d'exposition au début de l'invasion »], *Суспільне Новини*, ([en ligne](#)).

Залєток, Наталія, Чорноморець, Євгенія. 2023 « Сучасний стан упровадження електронних послуг центральними та обласними державними архівними установами України » [« L'état actuel de la réglementation des services électroniques des Archives d'État centrales et régionales d'Ukraine »]. *Архіви України* 334 : 27-40.

Истомин, Павел. 17.03.2018. « Спустя четверть века в Севастополе открыли новое здание архива » [Un quart de siècle plus tard, un nouveau bâtiment d'archives a été inauguré à Sébastopol]. *ForPost*, ([en ligne](#)).

Палієнко, Марина. 2022. « Українські архіви, війна та збереження національної ідентичності » [« Les archives ukrainiennes, la guerre et la préservation de l'identité nationale »]. *Архіви України* 330 :12-38.

Рец, Игорь. 31.01.2020. « Работа, которой нет конца : чем обернулась попытка оцифровки госархивов Украины » [Un travail sans fin : comment s'est déroulée la tentative de numérisation des archives d'État de l'Ukraine]. *Сегодня*, ([en ligne](#)).